



Israël notre olivier franc n°5/2020

Enfin un gouvernement après 3 élections et 510 jours de crise

Le précédent INOF se terminait sur la décision de B. Gantz de postuler à la présidence de la Knesset puisqu'il n'avait pas pu réunir dans sa coalition plus de députés que B. Netanyahu. Cependant ce dernier, bien que vainqueur des élections, ne pouvait pas être nommé Premier Ministre car il n'avait pas la majorité requise à la Knesset. La vie politique a alors été très mouvementée, marquée par plusieurs événements qui ont agité l'actualité mais qui ne normalisaient pas la situation. J'ai donc attendu que cette situation se stabilise pour reprendre la rédaction d'un INOF.

Entre le 26 mars date du coup de théâtre de B. Gantz et le 7 mai, s'en est suivi une kyrielle de luttes incessantes pour le pouvoir entre les deux ténors politiques et leurs lieutenants, bloquant ainsi toute administration du pays et, dans une moindre mesure, la gestion de l'épidémie du Covid 19. Un exemple, après avoir été élu président de la Knesset, B. Gantz a démissionné car il a réalisé qu'il ne pouvait pas cumuler cette fonction et celle de Premier Ministre qu'il brigait toujours. Sa volonté était de faire voter une loi empêchant B. Netanyahu, accusé de corruption, d'être nommé pour prendre sa place. En réaction, ce dernier est intervenu à la télévision dans une allocution musclée au cours de laquelle il a accusé de collusion, la police, la justice (la Cour Suprême se positionne de gauche), et ses opposants politiques de gauche d'avoir voulu le discréditer sans preuve avant les élections. Car il n'a pas été jugé. D'après les experts juridiques sont jugement ouvert le 24 mai pourrait durer trois ans.

Je ne relaterai pas ici tous les rebondissements de cette période, Israël s'orientant alors vers une quatrième élection avec un nouveau coût d'organisation énorme. Le Président Rivlin a donc tranché en chargeant B. Netanyahu de former le prochain gouvernement, ce qu'il a fait avec cette fois le soutien impensable de 72 députés (pour mémoire le scrutin électoral insuffisant pour former le gouvernement s'élevait à 58, alors qu'il en aurait fallu 61).

C'est ainsi qu'après 3 élections et 510 jours de crise, Israël pouvait espérer un nouveau gouvernement. Mais les désaccords n'étaient pas terminés entre les deux leaders. Après maintes négociations B. Gantz a enfin accepté une alliance et le principe d'alternance, à savoir B. Netanyahu est Premier Ministre « par alternance » jusqu'au 17 novembre 2021, date à laquelle il permutera avec B. Gantz. Les désaccords portaient également sur les choix des ministres si bien que pour distribuer les portefeuilles en tentant de satisfaire les exigences des partis politiques associés à chacune des coalitions, Israël se trouve avec 36 ministres et 16 vice-ministres, le plus gros gouvernement depuis 2009 avec une augmentation de 66% de portefeuilles. D'où des coûts de fonctionnement importants que les Israéliens reprochent. En rapide synthèse, B. Gantz devient Ministre de la Défense (il était ancien chef d'état-major) et son alter-ego politique et militaire, Gabi Ashkenazy, ministre des Affaires Etrangères. Ces deux ministres importants ne sont pas franchement pour le Plan de paix de D. Trump (voir le titre ci-après). B. Netanyahu conserve toutefois la relation privilégiée et influente qu'il a tissée depuis des années avec les dirigeants des super-puissances (Trump, Poutine, Xi Jinping -Chine- Narendra Modi -Inde) Le ministère de la Justice, éminemment important en Israël échoit aussi à un allié de B. Gantz. Il faut savoir que le ministre de la Justice détient un droit de veto sur les projets ou propositions de lois qui sont discutés dans le cadre de la commission interministérielle de législation avant qu'ils ne soient confiés au travail de la Knesset... puis supervisés par la Cour Suprême. Il a déclaré au moment de sa nomination qu'il sera « le bouclier » de la justice, donc il sera en appui des directives intrusives des juges, parfois contraires aux décisions ministérielles et aux votes de la Knesset (voir le précédent INOF). Celle-ci ne peut plus espérer la réforme entamée par l'avant-dernière ministre de la justice (Ayelet Shaked) qui voulait que les juges soient nommés à parité entre les alliés de la majorité et de l'opposition afin de restreindre les ingérences dans le fonctionnement du pouvoir législatif. Pour ces raisons, B. Netanyahu et son parti le Likoud craignent qu'au moment de l'alternance en novembre 2021 la Cour Suprême influe une nouvelle fois sur la vie politique et sur le choix des électeurs en invalidant définitivement B. Netanyahu avant la seconde moitié de la législature. Ils demandent donc une loi qui stipulerait que toute ingérence de la Cour entraînerait de nouvelles élections et que B. Netanyahu resterait Premier Ministre du gouvernement de transition.

Covid 19

Le moins que l'on puisse dire c'est que malgré l'absence de gouvernement, l'épidémie a été mieux gérée qu'en Europe par exemple. Deux données brutes illustrent cela. Le nombre de morts en Israël à mi-mai s'élevait à 3 pour 100 000, en France à 4 pour 10 000. La différence s'explique d'abord par une gestion très réactive. Les relations commerciales privilégiées entre hommes d'affaires Israéliens et Chinois, favorisées par la relation entre B. Netanyahu et Xi Jinping, ont permis la réception quasi immédiate de masques. Ensuite grâce à l'innovation réputée des start-up israéliennes l'application « Stop Covid » a été créée et tout de suite mise en place. De même, quelques médicaments existants ou découverts en Israël ont été administrés sans attendre l'homologation par l'OMS. Enfin, Netanyahu était présent dans certains secteurs stratégiques comme la Défense, la diplomatie et donc l'épidémie contre laquelle il a mis en place un confinement bien plus strict que le nôtre en France.

Israël a aussi aidé Gaza à combattre cette épidémie. Plusieurs médecins de l'hôpital SHEBA de Tel Hashomer à Ramat Gan (parmi les 10 meilleurs hôpitaux du monde) ont formé pendant plusieurs semaines des médecins, infirmières et membres de personnel médical gazaouis. Par la suite, ces formations se sont poursuivies par vidéoconférences pour leur apprendre comment aménager des zones de confinement, comment se protéger etc. Bien-sûr, le responsable de la sécurité au sein du Hamas, Toufiq Abu Naim, a déclaré fièrement que « toutes les décisions prises par le Hamas pour juguler la propagation du virus se sont montrées efficaces ».

Cependant, Israël est aussi touché dans son économie. Le taux de chômage est passé de 3.4% à 27.4% en deux mois. Les petites et moyennes entreprises qui représentent 97% des entreprises israéliennes ont été les plus atteintes. Un plan d'aide de 2 milliards d'euros a été lancé sous forme de prêts et une rallonge de 1.6 milliards devrait être votée en faveur de l'emploi. Israël escompte une reprise lente de l'économie en juin et un retour des chômeurs à un taux de 11.2% ce qui serait encore le plus fort taux depuis 1992. Cependant, conséquence du tout récent déconfinement, le nombre de cas Covid a repris depuis.

Le Plan de paix de Trump ou le deal du siècle (= l'affaire du siècle)

Voyons ses grandes lignes relevées dans la presse israélienne le 14 juin (j'ai volontairement écarté les détails ; les guillemets et point d'interrogation sont mes rajouts) :

- RECONNAISSANCE DE DEUX ETATS :

- reconnaissance mutuelle et réciproque de l'Etat d'Israël et du futur Etat de Palestine
- assurance que ni les Israéliens ni les Palestiniens ne seront arrachés de leur foyer

- CREATION DE L'ETAT PALESTINE :

- Israël cède 70% de la Judée-Samarie plus une partie du Neguev à la frontière égyptienne avec un corridor la reliant à Gaza
- gestion des ports israéliens de Haïfa et de Ashdod confiée aux Palestiniens
- mise en valeur d'une zone de villégiature sur les bords nord de la Mer Morte par et pour les Palestiniens
- les USA accorderont une aide de 50 milliards de dollars pour lancer l'économie palestinienne. Le projet prévoit ainsi de créer un million d'emplois palestiniens, de doubler le PIB palestinien, de réduire le chômage au-dessous de 10%, et le taux de pauvreté de moitié.

- SECURITE D'ISRAEL :

- le projet prévoit un Etat Palestinien démilitarisé, Israël conserve la responsabilité de la sécurité à l'ouest du Jourdain
- Les Palestiniens travailleront à terme avec les États-Unis et Israël pour assumer davantage de responsabilités relatives à la sécurité, et Israël réduira les siennes.

- JERUSALEM DIVISEE ENTRE ISRAEL ET LA PALESTINE

- Le statu quo au mont du Temple ou Haram al-Sharif pour les arabes, sera préservé.

Sa gestion restera entre les mains du roi de Jordanie. Tous les musulmans pourront se rendre pacifiquement dans la mosquée al-Aqsa. Les Juifs ne sont pas mentionnés !

- Jérusalem restera 'unifiée' et demeurera la capitale d'Israël, tandis que l'État de Palestine aura pour capitale Al-Quds et comprendra des zones de 'Jérusalem Est'. (? c'est en contradiction avec l'affirmation ci-dessus).

Réactions en Israël :

- B. Netanyahu est favorable car il y voit enfin le rattachement officiel de 30% de la 'Cisjordanie' à Israël
- B. Gantz et G. Ashkenazy sont versatiles puisque leurs opinions fluctuent comme d'habitude. Tantôt entre opposition et accord partiel, tantôt entre flou et indécision. Or Trump souhaite que les trois hommes soient d'accord au 1^{er} juillet. Si le plan se met en place, G. Ashkenazy a très peur des réactions européennes par des sanctions économiques. Sont contre le plan la France, l'Allemagne etc, Néanmoins, huit pays sont contre les sanctions, il n'y a donc pas de politique européenne mais des réactions çà et là si bien que J. Borrell (responsable de la politique extérieure de l'Europe) a dû préciser qu'il menaçait Israël en son nom personnel.
- Les faussement nommés colons de la Judée-Samarie sont mitigés. Leurs relations avec les Palestiniens ne sont pas tendues tout le temps mais ils observent que leurs villages et villes seront enclavés, isolés en Palestine, donc moins protégés. De plus, et surtout, Israël perd 30% de la fameuse zone C où ils demeurent (voir la carte page 4).
- L'Israélien de la rue, ainsi que certains hommes politiques se souviennent que les 'colonies' ont été fondées pour des raisons stratégiques en 1968 puis les années suivantes. Le retrait des 'colons' (environ 450 000) premier rempart en cas d'invasion serait une menace pour l'existence d'Israël, pays si petit qu'un avion de chasse le traverse en 3 mn.
- L'Autorité Palestinienne rejette catégoriquement dans sa totalité le Plan de Trump. Ceci étonne les non-avertis car le Plan est alléchant pour eux. Cependant ils oublient que la stratégie de cette Autorité s'est résumée de tout temps à « on veut tout depuis le fleuve (Jourdain) jusqu'à la mer ». Or accepter le Plan c'est d'une part accepter de négocier avec Israël, ennemi héréditaire qu'elle veut détruire, et d'autre part c'est l'obligation de reconnaître des frontières, alors qu'elle veut tout ; pas de frontière. Cette attitude du tout ou rien confirme la phrase célèbre d'un ministre, M. Abba Eban, prononcée déjà en 1973 « les Palestiniens n'ont jamais manqué une occasion de manquer une occasion ». Citation reprise dernièrement par Jared Kushner (initiateur du plan Trump). Effectivement si on regarde en arrière, les Palestiniens ont 'manqué' 5 ou 6 occasions d'avoir un territoire ; surtout en 1947/1948 lorsqu'il leur était attribué la plus grande part du mandat britannique qu'ils ont refusée. Israël ayant la plus petite l'a acceptée et en a fait ce que l'on sait. Alors maintenant les Palestiniens réclament Israël ; et rien à l'est du Jourdain !
- Le Palestinien de la rue a une autre optique. Pour lui l'important en tant que père de famille est d'avoir du travail pour nourrir sa famille. L'immense majorité des Arabes auxquels s'est adressé un journaliste qui effectuait un sondage, lui a dit préférer de loin vivre sous souveraineté israélienne, être mieux payée (ceux qui travaillent dans les entreprises israéliennes ont un niveau de vie supérieur à leurs concitoyens) et vivre tranquillement que d'être sous la coupe de l'Autorité Palestinienne qu'elle considère comme corrompue et insensible à ses préoccupations quotidiennes. Ce qui fait dire au journaliste, dont les analyses sont généralement confirmées, qu'en cas "d'extension de la loi israélienne" (« annexion », terme utilisé par les journalistes étrangers est ici impropre) ces Arabes des zones concernées ne se lanceront pas dans une Intifada au coup de sifflet des chefs qui siègent à Ramallah, tout comme ils n'ont pas bougé après le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem.
- D'une manière plus générale d'aucuns constateront que seul Israël fait des concessions en cédant encore des territoires. Or on sait que cette stratégie n'a jamais été payante. Par exemple, Israël pensait obtenir la paix en cédant Gaza en 2005 et en faisant déménager manu militari 9000 Israéliens, or il a dû constater que ceci a, au contraire, donné aux terroristes Palestiniens une base pour lancer roquettes et ballons incendiaires. C'est la raison pour laquelle plusieurs Israéliens veulent ne rien céder et au contraire étendre la souveraineté partout.
- Question non traitée dans le Plan de paix : quid des sites archéologiques juifs dans l'Etat Palestine installé en Judée-Samarie ? On sait que certains ont été jusqu'à ce jour soit détournés par les Palestiniens pour justifier leurs racines, soit détruits par eux, soit interdits aux juifs.

Dernière nouvelle au 15 juin : Lors de la séance hebdomadaire du Likoud, le Premier ministre B. Netanyahu a annoncé qu'il ne présentera pas le Plan Trump dans son ensemble au vote de la Knesset ou du gouvernement, ceci afin que des députés ou des ministres n'aient pas à voter en faveur de la partie de territoire qui parle d'un éventuel Etat palestinien. Il veut encore finaliser le projet avec D. Trump. La partie qui concerne l'extension de la loi israélienne à la vallée du Jourdain et aux localités israéliennes de Judée-Samarie pourrait quant à elle être soumise au vote de la Knesset et du gouvernement en plusieurs étapes.

Conclusion temporelle : Force est de constater que le Deal du siècle ou Plan de Paix de D. Trump ne fait pas l'unanimité, même au sein d'Israël. Shimon Perès, Président d'Israël de 2007 à 2014, avait dit « nous devrions faire du Jourdain notre frontière militaire car cela signifierait qu'aucune armée étrangère ne pourrait le traverser et menacer Israël » Aujourd'hui ce n'est pas réalisé. Malgré cette volonté militaire il a reçu le Prix Nobel de la Paix. Alors quelle heure est-il à l'horloge du Souverain

d'Israël ? Il est certain que la paix pour Israël arrivera. Quand ? Comment ? Ce Plan doit-il se mettre en place, même partiellement ? Est-il bon ou mauvais pour Israël ? Nul ne le sait. En revanche l'on sait que la modification de la superficie d'Israël à la Trump n'est pas dans le plan final de Dieu, que la déclaration de S. Perès est réductrice par rapport aux promesses divines prononcées avec serment aux Patriarches puis par Ezéchiel (ch 47) 1500 ans plus tard. Faut-il qu'Israël souffre encore un temps ? L'on sait aussi que Dieu a laissé des hommes maltraiter Israël pour le ramener à Lui, mais ensuite Il a châtié ces hommes (Egyptiens, Babyloniens, Assyriens, Romains, Espagnols au 15^è siècle, Ottomans, Nazis). Cette logique paraît contraire à la nôtre mais c'est la sienne donc elle est bonne. Israël Lui appartient, donc seul Lui peut toucher à Sa prune.

Continuons d'observer les événements à la lumière de l'Écriture et restons fidèles avec enthousiasme. Tout est sous le regard de Dieu et Il maîtrise constamment tout. C'est pourquoi je vous adresse un shalom attentif mais confiant.

JM BUISSON – juin 2020



Carte conceptuelle de la Vision pour la paix, publiée par l'administration Trump le 28 janvier 2020. Les zones foncées sont les terres demandées à Israël de céder aux Palestiniens. Les ronds blancs numérotés correspondent aux localités improprement qualifiées de colonies où résident environ 450 000 Israéliens qui seront encerclés dans l'Etat Palestine

